

MOUVEMENT DE PROTESTATION À LA GARE D'AGHA

Les agents de la SNTF bloquent les rails

Les agents du service du patrimoine de la SNTF (Société nationale de transport ferroviaire) ont observé, jeudi 10 février, un mouvement de protestation à la gare d'Agha, à Alger. Allongés sur la voie ferrée, les contestataires ont empêché les trains de sortir ou de rentrer dans la gare.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Dès 7h 30, une cinquantaine d'agents ont barricadé la voie ferrée à la gare d'Agha. Certains se sont allongés sur les rails, paralysant ainsi le trafic ferroviaire durant toute la journée. Ils revendiquaient leur nomination au sein de la SNTF.

«Nous sommes recrutés par contrat d'une année renouvelable depuis plusieurs années. Certains d'entre nous ont intégré la SNTF depuis 7 ans, d'autres depuis 10 ans alors que les plus anciens sont là depuis la création de ce corps en 1997. Nous avons, à maintes reprises, revendiqué notre nomination auprès du secrétaire gé-

ral de la Fédération des cheminots et de la direction des ressources humaines mais nos réclamations sont restées sans suite», explique l'un des agents.

Ainsi, les protestataires dénoncent «le favoritisme et le régionalisme» dans les décisions de l'administration de leur société. «Notre avenir est incertain. Récemment, du personnel du patrimoine, recruté depuis une année dans le cadre de l'Anem, a été nommé sans prendre en considération la situation des anciens», soulignent-ils.

Et de poursuivre : «Pourtant, nous sommes ceux qui ont protégé la SNTF et ses biens durant

les dures années de terrorisme, et ce sont les nouvelles recrues qui bénéficient de la nominations.» «Regardez, nombreux sont ceux qui gardent des séquelles de cette période», pestent plusieurs agents en exhibant des cicatrices sur le visage, les bras ou les jambes. C'est le cas de Mohamed, la quarantaine, qui affirme avoir été victime de quatre déflagrations de bombe, durant son service. «Nous protégeons la société et ses biens mais, nous, personne ne nous protège», dit-il.

Les manifestants ont évoqué également l'absence de primes de risque, de port d'arme, de déplacement et autres. «Les maîtres-chiens travaillent avec leur propre chien et ne bénéficient d'aucune prime en contrepartie. Si le chien meurt, l'agent sera suspendu jusqu'à ce qu'il ait un nouveau chien», ont-ils déclaré.



Photo : Djallel B.

La voie ferrée à la gare d'Agha bloquée par les protestataires.

Pour Mohamed, Rahim, Rachid et les autres, la «hogra» fait partie de leur quotidien. Et d'expliquer : «Nous avons signé un contrat de 40 heures de travail par semaine, mais en réalité, nous dépassons les 72 heures sans que ces heures supplémentaires ne soient considérées comme telles et sans avoir droit à des jours de récupération.»

Citant d'autres «injustices», telles que «les rete-

nues sur salaire, les mises à pied répétitives et les licenciements abusifs», le personnel du patrimoine de la SNTF se dit lésé dans ses droits. «Nous subissons la dictature de l'administration, et si vous réclamez, vous risqueriez de prendre un mois entier de travail réduit à une fiche de paie de zéro dinar. Plusieurs d'entre nous ont vécu cette situation. Même avoir un syndicat nous est interdit», assurent-ils.

Avoisinant les milliers au service du patrimoine de la SNTF à travers le territoire national, ces agents semblent bien déterminés à mener leur action jusqu'au bout.

«Le mouvement de protestation a également été suivi par nos collègues à l'est et à l'ouest du pays. Nous ne libérerons pas la voie ferrée avant la satisfaction de notre revendication», affirment-ils.

R. N.

FAROUK KSENTINI À LA CHAÎNE II :

«Les marches n'ont réglé aucun problème»

Invité au Forum du jeudi, l'émission hebdomadaire de la Radio Chaîne II, le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme dira que les marches sont inefficaces et n'ont résolu aucun problème en Algérie.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - L'interdiction des marches dans la capitale est quelque chose de tout à fait ordinaire pour Farouk Ksentini. C'est même une décision qu'il approuve et justifie.

«Ce sont les conditions sécuritaires actuelles qui expliquent ce refus. Le gouvernement algérien a le droit de les interdire et il ne faut pas en avoir honte», dira-t-il, ajoutant que la situation sécuritaire est plus difficile à maîtriser à Alger que dans les autres villes du pays. «Ailleurs, il est plus facile de contrôler la situation. A Alger, nous avons déjà du mal à gérer la circulation automobile !

La capitale a un statut particulier et l'Etat est constitutionnellement responsable de la sécurité des citoyens.»

L'invité de la radio dira qu'autoriser les marches peut se révéler dangereux sur la sécurité des citoyens. «Pour toutes ces raisons, je ne participerai pas à cette marche (celle d'aujourd'hui, ndlr), dira-t-il.



Photo : Samir Sid

Farouk Ksentini approuve et justifie l'interdiction.

Farouk Ksentini préfère «le dialogue pacifique et constructif» aux marches qu'il qualifie de stériles, puisqu'elles n'enfantent que «violence et nouvelles crises».

«Les revendications soulevées sont légitimes, je conteste seulement la forme de la protestation. Je ne dis pas qu'il faut interdire les marches ou attaquer leurs organisateurs. Je donne mon avis, ni plus ni moins. Je trouve que c'est une manière déraisonnable de manifester.»

Pour le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme, le dialogue reste l'unique moyen d'expression qui peut apporter des résultats. «De ma vie, je n'ai vu des marches résoudre un problème. Je me rappelle qu'en 1990, elles étaient quasi quotidiennes en Algérie, mais elles n'avaient fait que du bruit et avaient rendu l'ambiance électrique. Sans plus. Dans d'autres

pays, il y a d'autres voies.»

Abordant la levée de l'état d'urgence, l'intervenant estime que la lutte antiterroriste est pratiquement terminée et la situation sécuritaire s'est nettement améliorée, ce qui permet aujourd'hui au pays de respirer. «Ce sont les conditions sécuritaires difficiles qui ont imposé l'état d'urgence. Sa levée était attendue, car beaucoup de partis ainsi que le mouvement de la société civile l'ont exigé», soulignera-t-il, estimant que cette démarche démontre «une volonté claire d'approfondir et de pratiquer la démocratie».

Sans pouvoir donner de date précise quant à la levée de l'état d'urgence, Farouk Ksentini pense que cette démarche ne prendra pas beaucoup de temps. «Les choses sont simples, on doit choisir si cela devra se faire par ordonnance ou par décret présidentiel. De toute façon, la levée se fera dans la légalité et le respect de la Constitution.»

I. B.

MALGRÉ LES TENTATIVES

D'INTIMIDATION ET L'INTERDICTION

Les membres de la CNCD d'Oran plus que jamais déterminés

Hier encore, les animateurs de la CNCD d'Oran, issus de divers horizons, s'attelaient aux derniers préparatifs de ce rendez-vous du 12 février au niveau de la place du 1^{er} Novembre (ex-place d'Armes) qu'ils réaffirment pacifique.

La mobilisation s'est accentuée surtout depuis le refus de la Wilaya de réceptionner la demande d'autorisation de ce rassemblement. Un travail de fourmi est effectué au sein de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie d'Oran.

Chacun, selon ses capacités et son champ d'action, contribue depuis plusieurs jours à la préparation de ce rassemblement.

Les «facebookeurs» ont un rôle prépondérant, en créant une adresse à cet effet pour faire circuler l'information.

Depuis l'annonce d'un rassemblement à la même date que la marche d'Alger, la rue oranaise vit sous tension, entre les rumeurs de casse, poussant les citoyens à s'approvisionner en denrées alimentaires, et les tentatives d'intimidation qui se sont traduites par l'arrestation, jeudi matin, de deux jeunes étudiants membres de la CNCD d'Oran.

Ils furent appréhendés à l'Université d'Oran (IGMO) par des agents de sécurité de cette institution. Il leur est reproché d'avoir distribué des appels au rassemblement prévu aujourd'hui à 11h à la place du 1^{er} Novembre. Les deux jeunes ont été «relâchés», mais leurs affiches ont été saisies.

Dans l'après-midi de jeudi, cinq autres membres de la CNCD d'Oran ont

été embarqués par la police qui les a conduits au poste de police (16^e) pour les mêmes motifs. Sitôt informés, des membres de la Coordination d'Oran, qui s'attendaient à de telles intimidations, se sont rendus au commissariat, déterminés à ne pas en ressortir sans leurs camarades.

Il en fut ainsi, puisque les cinq personnes arrêtées, dont une jeune étudiante, ont été relâchées.

Les signes d'un ras-le-bol général de la population sont visibles à Oran où se multiplient ces derniers jours les mouvements de contestation, comme la mise à sac mercredi des services de l'état civil d'Oran, le rassemblement de demandeurs de logements sociaux depuis une semaine devant le siège de la Wilaya, la grève des paramédicaux, qui ont été sanctionnés au deuxième jour du débrayage, ou encore les étudiants qui protestaient contre un décret portant sur la classification des diplômes universitaires et qui favorise le système LMD.

Des tensions, dont les autorités locales s'en seraient volontiers bien passées à la veille d'un rassemblement qui retient toute l'attention de la cellule de sécurité mise en place depuis peu pour empêcher sa tenue.

Pour leur part, les membres de la CNCD d'Oran, qui ne cessent d'enregistrer des adhésions massives, sont déterminés à mener leur action pacifiquement, et ce, même s'ils s'attendent à être réprimés, tous réunis autour du slogan principal «Rendez-nous notre pays».

Amel B.